

SUR LA PORTEE ET LA SIGNIFICATION DU VETO RUSSO-CHINOIS

Le double veto pour interdire la guerre impériale contre la Syrie Le CCG et l'OTAN perdent leur leadership

par Thierry Meyssan

Contrairement à ce qui s'était passé lors de l'attaque de l'Irak, la France n'a pas défendu les principes du droit international dans l'affaire syrienne, mais s'est ralliée au camp impérial et à ses mensonges. Avec le Royaume-Uni et les Etats-Unis, elle a essuyé une défaite diplomatique historique, tandis que la Russie et la Chine sont devenues les champions de la souveraineté des peuples et de la paix. Le nouveau rapport de force international n'est pas seulement la conséquence de la décadence militaire des Etats-Unis, il sanctionne aussi le déclin de leur prestige. En définitive, les Occidentaux viennent de perdre le leadership qu'ils se sont partagé durant tout le XXe siècle parce qu'ils ont abandonné toute légitimité en trahissant leurs propres valeurs.

Réseau Voltaire | Damas (Syrie) | 5 février 2012

Par deux fois, le 4 octobre 2011 et le 4 février 2012, des membres permanents du Conseil de sécurité des Nations Unies ont rejeté des projets de résolution sur la situation en Syrie. Cet affrontement a opposé les membres du Conseil de Coopération du Golfe (CCG) et de l'Organisation du Traité de l'Atlantique-Nord (OTAN) à ceux de l'Organisation de Coopération de Shanghai (OCS).

La fin du monde unipolaire

Ce quadruple veto scelle la fin d'une période des relations internationales qui a débuté avec l'effondrement de l'Union soviétique et a été marquée par une domination sans partage des États-Unis sur le reste du monde. Il ne signifie pas un retour au système bipolaire précédent, mais l'émergence d'un nouveau modèle dont les contours restent à définir. Aucun des projets de Nouvel Ordre Mondial ne s'est concrétisé. Washington et Tel-Aviv ne sont pas parvenus à institutionnaliser le fonctionnement unipolaire qu'ils voulaient ériger en paradigme intangible, tandis que le BRICS n'a pas réussi à créer le système multipolaire qui aurait permis à ses membres de se hisser au plus haut niveau.

Comme l'avait anticipé à juste titre le stratège syrien Imad Fawzi Shueibi, c'est la crise syrienne qui a cristallisé un nouveau rapport de forces, et partant de là une redistribution de la puissance que personne n'a pensé, ni voulu, mais qui s'impose désormais à tous [1].

Rétrospectivement la doctrine d'Hillary Clinton de « leadership par l'arrière » apparaît comme une tentative des États-Unis de tester les limites qu'ils ne peuvent plus dépasser, tout en faisant porter la responsabilité et les conséquences de leur test à leurs alliés britannique et surtout français. Ce sont ces derniers qui se sont mis en scène en leaders politiques et militaires lors du renversement de la Jamahiriya arabe libyenne et qui ambitionnaient de l'être à nouveau pour renverser la République arabe syrienne, même s'ils n'agissaient qu'en vassaux et sous-traitants de l'Empire états-unien. Ce sont donc Londres et Paris, plus encore que Washington, qui ont essuyé une défaite diplomatique et en supporteront les conséquences en termes de perte d'influence.

Les États du tiers-monde ne manqueront pas de tirer leurs conclusions des derniers événements : ceux qui cherchent à servir les États-Unis, comme Saddam Hussein, ou à négocier avec eux, comme Mouammar el-Kadhafi, pourront être exécutés par les troupes impériales et leur pays pourra être détruit. Au contraire, ceux qui résisteront comme Bachar el-Assad et sauront nouer des alliances avec la Russie et la Chine survivront.

Triomphe dans le monde virtuel, défaite dans le monde réel

L'échec du CCG et de l'OTAN fait apparaître un rapport de force que beaucoup soupçonnaient, mais que personne ne pouvait vérifier : les Occidentaux ont gagné la guerre médiatique et ont dû renoncer à la guerre militaire. Pour paraphraser Mao Zedong : ils sont devenus des tigres virtuels.

Durant cette crise, et encore aujourd'hui, les dirigeants occidentaux et les monarques arabes ont réussi à intoxiquer non seulement leurs propres peuples, mais une large partie de l'opinion publique internationale. Ils sont parvenus à faire accroire que la population syrienne s'était soulevée contre son gouvernement et que celui-ci réprimait cette contestation politique dans le sang. Leurs chaînes satellitaires ont non seulement réalisé des montages fallacieux pour induire le public en erreur, mais elles ont aussi tourné des images de fiction en studio pour les besoins de leur propagande. En définitive, le CCG et l'OTAN ont inventé et fait vivre médiatiquement durant dix mois une révolution qui n'existait qu'en images, tandis que sur le terrain la Syrie devait affronter seule une guerre de basse intensité menée par la Légion wahhabite appuyée par l'OTAN.

Cependant, la Russie et la Chine ayant fait une première fois usage de leur veto et l'Iran ayant annoncé son intention de se battre aux côtés de la Syrie si de besoin, les États-Unis et leurs vassaux ont dû admettre que poursuivre leur projet les absorberaient dans une guerre mondiale. Après des mois de tension extrême, les États-Unis ont admis qu'ils bluffaient et qu'ils ne disposaient pas des bonnes cartes dans leur jeu.

Malgré un budget militaire de plus de 800 milliards de dollars, les USA ne sont qu'un colosse aux pieds d'argile. En effet, si leurs forces armées sont capables de détruire des États en voie de développement, épuisés par des guerres précédentes ou par de longs embargos, comme la Serbie, l'Irak ou la Libye, elles ne peuvent ni occuper des territoires, ni se mesurer à des États capables de leur répondre et de porter la guerre en Amérique.

Malgré les certitudes du passé, les USA n'ont jamais été une puissance militaire significative. Ils ne sont intervenus que quelques semaines à la fin de la Seconde Guerre mondiale face à un ennemi déjà épuisé par l'Armée rouge ; ils ont été défaits en Corée du Nord et au Vietnam ; ils ne sont pas parvenus à contrôler quoi que ce soit en Afghanistan ; et ils ont été contraints de fuir l'Irak de crainte d'y être écrasés.

Durant les deux dernières décennies, l'Empire états-unien a effacé la réalité humaine de ses guerres et a communiqué en assimilant guerre et jeux vidéos. C'est sur cette base qu'il a conduit ses campagnes de recrutement, et toujours sur cette base qu'il a formé ses soldats. Aujourd'hui, il dispose de centaines de milliers de joueurs vidéos en guise de soldats. Par conséquent, au moindre contact avec la réalité, leurs forces armées sont démoralisées. Selon leurs propres statistiques, la majorité de leurs morts ne tombe pas au champ d'honneur, mais se suicide, tandis qu'un tiers de leur personnel sous les drapeaux souffre de troubles psychiatriques rendant inapte au combat. La démesure du budget militaire du Pentagone est incapable de compenser son effondrement humain.

De nouvelles valeurs : la sincérité et la souveraineté

L'échec des États du CCG et de l'OTAN est aussi celui de leurs valeurs. Ils se sont présentés en défenseurs des droits humains et de la démocratie, alors qu'ils ont établi la torture en système de gouvernement et que la plupart d'entre eux sont opposés au principe de souveraineté populaire.

Même si l'opinion publique en Occident et dans le Golfe est sous-informée sur ce sujet, les États-Unis et leurs vassaux ont mis en place depuis 2001 un vaste réseau de prisons secrètes et de centres de tortures, y compris sur le territoire de l'Union européenne. Sous prétexte de guerre contre le terrorisme, ils ont semé la terreur, enlevant et torturant plus de 80 000 personnes. Durant la même période, ils ont créé des unités d'opérations spéciales dotées d'un budget de près de 10 milliards de dollars annuel qui revendiquent des assassinats politiques dans au moins 75 pays, selon leurs propres rapports.

En ce qui concerne la démocratie, les États-Unis actuels ne font pas mystère de ce qu'elle ne signifie pas à leurs yeux « le gouvernement du peuple, par le peuple, pour le peuple » selon l'expression d'Abraham Lincoln, mais uniquement la soumission des peuples à leur volonté comme l'ont montré les propos et les guerres du président Bush. Au demeurant, leur constitution récuse le principe de souveraineté populaire et ils ont suspendu leurs libertés constitutionnelles fondamentales en instituant un état d'urgence permanent avec le Patriot Act. Quand à leurs vassaux du Golfe, il n'est pas nécessaire de rappeler que ce sont des monarchies absolues.

C'est ce modèle, qui associe sans honte crimes à grande échelle et discours humanitaire, qui a été défait par la Russie et la Chine ; des États, dont le bilan en matière de droits de l'homme et de démocratie pour autant qu'il soit très critiquable n'en est pas moins infiniment supérieur à celui du CCG et de l'OTAN.

En faisant usage de leur veto, Moscou et Beijing ont défendu deux principes : le respect de la vérité, sans laquelle la justice et la paix sont impossibles ; et le respect de la souveraineté des peuples et des États, sans lequel aucune démocratie n'est possible.

Le moment est venu de se battre pour reconstruire la société humaine après une période de barbarie.

Thierry Meyssan

<http://www.voltairenet.org/Le-CCG-et-l-OTAN-perdent-la-partie>

Mohamed dit : 6 février 2012 à 3 h 26 min

Source russe : La visite du directeur des services de renseignements extérieurs russes présage d'un grand événement sécuritaire !

Les services de renseignements russes ont mis la main sur des preuves et des documents qui incriminent le « CNS » de conspiration avec les français pour commettre un « massacre à la demande » par des armes chimiques !?

La décision de la présidence russe d'envoyer le directeur des renseignements extérieurs, Mikhaïl Fradkov, en compagnie du ministre des affaires étrangères, Sergueï Lavrov, en Syrie, le mardi prochain, a suscité une grande question dans les cercles sécuritaires et médiatiques russes. Et, bien que toutes les forces médiatiques que nous avons contactés, à Moscou et en Crimée, soient unanimes dans leurs affirmations de ne pas détenir d'informations à ce sujet, elles ont été unanimes, en même temps, à croire « qu'un grand événement sécuritaire va avoir lieu en Syrie et / ou dans la région, prochainement, et au minimum qu'il y'a des mesures en cours d'élaboration par la Syrie et par la Russie, pour empêcher qu'un tel événement ne se produise et pour y faire face ».

Ces sources ont attiré l'attention que « les traditions de l'action diplomatique, aux époques soviétique et russe, nous ont enseigné que les responsables des renseignements, et particulièrement le directeur des renseignements extérieurs, n'accompagnent des diplomates dans des visites privées, à l'étranger, que s'il y'a un problème sécuritaire plus large qui dépasse l'échelon local, et c'est l'unique explication à la visite de Fradkov, en compagnie de Lavrov, à la Syrie. Une source médiatique en étroite relation avec la division du moyen orient au ministère des affaires étrangères a déclaré à « Al Haaqeeqa » que « Fradkov ne s'est pas approché de la crise syrienne depuis son déclenchement, sauf en ce qui concerne ses dimensions, ses retombées et ses extensions régionales et internationales, et est resté à distance de ses détails politiques Internes. Ainsi, son déplacement en Syrie, en compagnie des affaires étrangères, signifie qu'un grand problème de sécurité, en liaison avec les dimensions régionale et internationale de la crise syrienne, va se déployer prochainement ». La source a fait la liaison entre la visite de Fradkov, à Damas, et les informations publiées récemment, rapportée du ministre américain de la défense, Léon Panetta, qu'il se pourrait qu'Israël attaque l'Iran ce printemps, sans le consentement de

Washington. Et, il est connu qu'une attaque de ce genre signifie, certainement, une extension automatique de la confrontation pour toucher le Liban et la Syrie ». La source a ajouté à cet égard que « Moscou a des informations de sécurité, bien documentées, indiquant que les israéliens vont attaquer simultanément le Liban et la Syrie, et probablement le secteur de Gaza, immédiatement après le déclenchement de la confrontation avec l'Iran, et peut-être avant cette date ». Il est clair qu'ils ont le feu vert, pour ce faire, après l'utilisation par la Russie et la Chine du droit de veto contre le projet de résolution occidental-arabe, comme le seul moyen restant pour renverser le régime syrien par la force armée ». Une autre source a souligné que « Fradkov, issu de la communauté juive, jouit d'un statut spécial lui permettant d'être en contact avec les cercles de prises de décisions en Israël, bien qu'il soit un citoyen russe, extrêmement fidèle à son pays natal, la Russie, et était l'un des éminents opposants à l'immigration de juifs russes en Israël, et il jouit de la confiance de l'équipe de direction politique et militaire russe, et en particulier, le premier ministre Vladimir Poutine ».

Pendant ce temps, et en relation avec la visite de Fradkov, à la Syrie, une source de la base marine de « Sébastopol », sur la mer noire, a révélé à « Al Haqeeqa » que « les renseignements des affaires étrangères russes ont mis la main, entre autres données, sur un massacre par des armes chimiques, semblable au massacre de Halabja, en Irak en 1988, qui allait être commis au cours de ces derniers jours, en Syrie, mais par l'opposition et non le régime syrien. La source a ajouté que les informations documentées obtenues par Moscou, à ce sujet, affirment que les sources de renseignements françaises (et probablement américaines) ont discuté avec Ryad Al Asaad, commandant de la soi-disant « armée libre », et en connaissance des dirigeants de premier rang du CNS, l'exécution d'attentats par mortiers de zones à « Jabal Zaouïa », en Syrie, au niveau des cachettes forestières où se cachent les hommes armés de « l'armée libre », ou les combattants libyens et autres arabes qui se sont infiltrés en Syrie ces dernières semaines, ou d'une zone habitée tel que « Jisr Achoughour ». Le choix a également été porté sur les quartiers habités sous contrôle de l'opposition armée à la ville de Homs. La source a affirmé que des obus de mortiers contenant du phosphore blanc, ou du gaz moutarde, et éventuellement le gaz sarin, (armes disponibles dans l'arsenal de l'armée syrienne), étaient sur le point d'être livrées, ou ont été effectivement livrées aux combattants de l'ASL, après les avoir estampillées des marques des industries militaires syriennes ». La source a indiqué que les renseignements des affaires étrangères russes ont obtenus ces informations de trois sources, dont, la première, un officier travaillant avec Ryad Al Asaad, la seconde, un membre du CNS, présidé par Burhan Ghalioun, alors que la troisième est un agent des renseignements russes, en Turquie ». La source a ajouté que « ce sont ces informations qui vont être transmises aux dirigeants syriens, si ce n'est pas déjà fait, et ces informations indiquent que ces attentats chimiques allaient être commis, la semaine dernière, pour les exploiter lors de la session extraordinaire du conseil de sécurité, pour constituer une commission d'enquête internationale à ce sujet. Mais le massacre n'a pas été commis pour une raison quelconque, et c'est peut-être à cause du fait que les informations ont été dévoilées par les renseignements russes. Et c'est peut-être ce qui a poussé à compenser par ce qui est apparu comme étant le massacre de Homs, dont les médias ont fait état comme ayant entraîné plus de 300 morts et près de 600 blessés, mais il s'est avéré, après quelques heures que les victimes sont moins de 40, dont la plupart sont, vraisemblablement, des otages (personnes enlevées et exécutées). Le nombre terrifiant véhiculé par les médias, pendant des heures, était destiné pour la session du conseil de sécurité. Et l'on a noté que la question a disparu des médias, immédiatement, après le vote de la résolution occidental-arabe, c'est-à-dire juste après la fin de la nécessité de son utilisation à la session du conseil de sécurité ». Et, lors de l'étonnement de « Al Haqeeqa » de la possibilité de ces parties d'exécuter un massacre par armes chimiques pour réaliser un objectif politique, même si c'est de la taille de la « criminalisation » d'un régime, de l'importance du régime syrien, d'un « massacre à la demande » selon le langage des services de renseignements, la source a révélé que la CIA et les renseignements français avaient remis aux organisations islamistes fondamentalistes, en Afghanistan, dans les années 80, en coopération avec BHL, des mortiers et des obus « phosphorés » et des masques contre les gaz, et leur ont demandé de les utiliser contre les groupements de populations afghanes, et les renseignements soviétiques avaient saisi ces équipements avant leur utilisation, et la source s'est demandé : est-ce une simple coïncidence que BHL qui avait livré, aux organisations fondamentalistes en Afghanistan, des armes phosphorées est lui-même la personne chargée d'organiser des relations entre les renseignements français et l'ASL ? Est-ce une coïncidence, aussi, que juste après sa dernière rencontre avec Ryad Al Asaad, en Turquie, un bureau médiatique de l'ASL a été créé, à Paris, dont la direction est remise à sa partenaire dans l'association «sauver la Syrie», Mme Lama Atassi ? Est-ce une coïncidence, encore, que Lama Atassi travaille pour les renseignements français et les milieux israéliens, à Paris, depuis plusieurs années ?

Une semaine pour conclure, suivie d'une décision du Cessez le feu ?

Au sujet de la visite du ministre des affaires étrangères, Lavrov, et le directeur des affaires extérieures, la même source a privilégié que soit parmi les objectifs de la visite la discussion avec les autorités syriennes de la possibilité de réaliser « la conclusion militaire, dans une semaine ou dix jours, pour que la Russie puisse inviter, après, à la tenue d'une session extraordinaire du conseil de sécurité, et c'est son droit, pour déclarer un cessez le feu immédiat. Et, en cas de refus de l'autre partie, il sera du droit des autorités syriennes de poursuivre leurs opérations militaires sans aucune dissuasion, étant donné que ce sera considéré comme une lutte contre un soulèvement armé ». La source a révélé, dans ce contexte, que de grandes unités des « forces d'intervention rapide russes – Spetznaz, ont été mobilisées, ces derniers jours, à la base marine Sébastopol, sur la mer noire (Crimée), en soulignant que ces forces ont déjà formé des forces de la garde présidentielle, et des forces spéciales, en Syrie, dans les périodes antérieures.

Crimée / Mer Noire (Spécial de Yula Verbettskaa + bureau de rédaction).

Le Soir/ 7-2-12

BRUXELLES FACE AU MUR DE DAMAS

Bouazizi et le papillon

De notre bureau de Bruxelles, Aziouz Mokhtari

Autour du bastion «Syrie» se déroulent en fait plusieurs guerres. Historique, diplomatique, politique, économique et, demain, militaire.

Damas est le baromètre du rapport de force réel dans le monde. Eu égard au fait que la Russie reprend plutôt bien le legs soviétique, l'avènement de la Chine et l'intrusion de nouveaux acteurs non négligeables, Brésil, Inde, Afrique du Sud, Norvège... les Bric plus quelques autres. Le veto russo-chinois au Conseil de sécurité est, à cet égard, révélateur. Il y a eu coordination entre les deux puissances et un partage de rôle intelligent avec les autres nations qui ne voulaient pas que seuls les intérêts américains restent en Orient, Moyen et Proche. L'Occident, les USA et l'UE en définitive, qu'on assimile trop vite à la «communauté internationale», a fait ce qu'il a voulu en Libye par l'intermédiaire de l'Otan mais en Syrie il est sommé d'interrompre sa marche guerrière, de changer, de négocier, de chercher le compromis. Cette nouvelle phase semble convenir aux USA pour deux raisons. L'une de politique intérieure (proximité de l'échéance présidentielle) et l'autre d'ordre stratégique. Washington veut rester maître des enjeux planétaires et pour ce faire il a besoin de Pékin et de Moscou à Damas, de Paris et Londres à Tripoli, de la Ligue arabe en certaines circonstances et pas dans d'autres, de certains pays pour des opérations ponctuelles et d'autres pour d'autres actions. Les «States» ne veulent pas être alliés de tous en tous lieux et tout le temps. Pour diriger, il faut se mettre au-dessus de la mêlée, d'être incontournable, de dicter la ligne, l'ordonnement. Sur l'épineux dossier syrien, c'est la Tunisie post-Ben Ali qui dirige la coalition démocratique contre Bachar Al-Assad. Le choix de Tunis est judicieux, génial. La nouvelle Tunisie est l'archétype du modèle à suivre pour le monde dit arabe ou arabo-musulman. C'est le modèle turc, islamolaïque, mais arabe donc vendable dans cette contrée du monde. Rien ne dit, d'ailleurs, qu'il n'y a pas de rôles en l'affaire. A Ankara de diriger au sein de l'Otan et à Tunis d'accélérer dans le monde arabe. Le Qatar restant le centre opérationnel de toute action d'envergure. Le suicide de Bouazizi continue d'opérer des bouleversements, à peine imaginables il y a un an. Complot ou pas complot, ce qui est certain, c'est que le monde arabe ne peut pas continuer à fonctionner ainsi. Les tyrans qui parient sur autre chose se trompent. Lourdemment... Lors de la chute du mur de Berlin, les Européens avaient, au départ, cru à un effet limité. Tout au plus, pensaient-ils, cela signifierait-il l'unité allemande et l'affaiblissement de l'URSS. Bruxelles était loin de s'imaginer que l'Est, une grande partie de l'Est allait devenir l'Ouest et que les Balkans allaient éclater... Les Bouazizi de l'Allemagne de l'Est non plus...

A. M.

Les États-Unis ferment leur ambassade en Syrie

Les États-Unis ont fermé hier lundi leur ambassade à Damas et évacué leurs derniers fonctionnaires présents en Syrie, a annoncé le département d'État. L'ambassade des États-Unis à Damas «a suspendu toutes ses activités à compter du 6 février 2012 compte tenu de la poursuite de la violence et de la détérioration des conditions de sécurité», a indiqué le ministère dans un communiqué. «Tous les fonctionnaires de l'ambassade ainsi que leurs familles sont partis», a ajouté le département d'État, appelant tous les Américains encore présents en Syrie à quitter le pays. La chaîne CNN avait auparavant cité un haut responsable du département d'État selon lequel l'ambassade était devenue «une cible potentielle» d'attentat suicide. La fermeture de l'ambassade survient alors que de nouvelles violences ont fait au moins 37 morts hier lundi en Syrie, deux jours après le veto opposé par la Russie et la Chine à un projet de résolution des Nations unies condamnant la répression engagée par le régime du président Bachar al-Assad